

Rennes 2 n'est pas seulement un problème, c'est un miroir

RÉSUMÉ > *Rentabilité, compétitivité, mise en concurrence au nom de l'excellence et au détriment de l'égalité: ces mots d'ordre devenus ceux de l'université expliquent pour une part les mouvements étudiants. Mais l'université ne gagnera pas à imiter les écoles professionnelles sur leur terrain. Elle ne doit pas oublier ses finalités intrinsèques. Si les discours dominants n'étaient pas aussi fortement orientés vers la compétitivité, peut-être les étudiants s'inscriraient-ils dans un rapport moins négatif au monde. Les formations dispensées à Rennes 2 ont à cet égard un potentiel civilisateur évident, autour du développement durable, de l'économie sociale et solidaire, de l'art et de la culture.*



TEXTE > **YVES BONNY**

Parmi les représentations qui structurent la perception première de l'enseignement supérieur à Rennes, il en est une qui ressort depuis quelques années et que l'on peut désigner comme « le problème Rennes 2 ». Soit la vision d'un établissement traversé par des agitations récurrentes qui le fragilisent et mettent en péril son avenir. L'objectif, ici, n'est pas de contester la spécificité de l'université de Rennes 2 dans le paysage local, ni de soutenir qu'il n'y aurait rien de préoccupant dans les nombreux mouvements de mobilisation qui l'ont marquée au cours des dernières années. Et en particulier dans les formes que ces mouvements ont prises, comme le blocage de longue durée du campus.

Mais il nous paraît essentiel de saisir ces mouvements autrement que sous le signe d'un problème cantonné à cet établissement, engendré par des acteurs dûment identifiés¹. De ne pas occulter les ressorts des mobilisations protestataires ainsi que les valeurs et idéaux qui les por-

Yves Bonny est maître de conférences en sociologie à l'université de Rennes 2 et chercheur au laboratoire ESO-Rennes (UMR CNRS 6590).



1. Selon les lectures, syndicats corporatistes, étudiants gauchistes ou encore « mouvance anarcho-autonome ». Toute quête d'un acteur bien circonscrit se heurte au fait que plusieurs de ces mobilisations ont bénéficié d'un soutien large et durable.



Les étudiants de Rennes 2 ont une vision particulièrement pessimiste de l'avenir.

tent en se focalisant uniquement sur certaines de leurs modalités d'expression ou sur certains acteurs. Nous nous centrerons ici sur les mobilisations étudiantes. Cette lecture a aussi pour effet de configurer autrement ce qui fait problème et d'interpeller l'ensemble des acteurs qui participent de près ou de loin à la production sociale de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la fois quant à sa structuration, quant aux modalités de son inscription sociétale, et quant aux finalités spécifiques qui régissent l'institution universitaire. De Rennes 2 comme problème... à Rennes 2 comme miroir et comme scène d'interpellation.

L'expérience étudiante

Différentes enquêtes internationales récentes nous apportent un éclairage comparatif sur l'expérience des jeunes étudiants français. Nous apprenons qu'ils ont une vision particulièrement pessimiste de l'avenir, qu'ils estiment avoir peu de contrôle sur lui et qu'ils ont le niveau le plus bas de confiance interpersonnelle et de confiance dans les institutions. Ce pessimisme générationnel semble pouvoir s'expliquer par trois caractéristiques importantes de l'entrée dans la vie adulte en France :

1) une norme culturelle d'indépendance résidentielle relativement précoce qui aboutit pour beaucoup à une forme d'autonomie contrariée, du fait d'une dépendance prolongée à l'égard des parents ou de l'obligation de cumuler études et emploi, les aides publiques étant à la fois conditionnelles et insuffisantes ;

2) un taux de chômage très élevé chez les jeunes actifs, qui pousse à prolonger les études, et un mode d'entrée dans la vie professionnelle marqué massivement par la précarité ;

3) un rapport aux études traversé par une tension forte entre aspirations et pression sociale, dans un cadre national où le diplôme constitue un atout essentiel pour « se placer » au plan professionnel, avec des conséquences déterminantes pour l'ensemble de la carrière.

Ces caractéristiques doivent bien sûr être spécifiées à travers la prise en compte d'autres variables ; en particulier, le cumul études-emploi est nettement plus fréquent chez les étudiants de milieux modestes ainsi que chez les étudiants en lettres et sciences humaines et sociales, ces deux variables étant fortement corrélées.

Examinons à présent les transformations de l'enseignement supérieur depuis sa démocratisation à compter de la fin des années 1980. L'on peut d'abord souli-

gner une hiérarchisation accrue des établissements et des filières, au détriment des universités, liée à la coexistence entre un secteur sélectif et un secteur ouvert. Elle se réalise à travers une augmentation régulière du nombre d'écoles supérieures spécialisées et des flux d'étudiants s'y dirigeant, ainsi que par l'orientation d'une partie significative des meilleurs bacheliers vers des classes préparatoires en expansion et vers les IUT, destinés pourtant à l'origine aux élèves les moins aptes aux études de longue durée. Ceci engendre une dévalorisation des premiers cycles universitaires, qui deviennent pour nombre d'étudiants des filières par défaut. Cette hiérarchisation est aussi synonyme d'injustice sociale, puisque l'orientation vers les filières sélectives est parfois tout autant sociale que scolaire (par les droits d'inscription ou les ressources issues du milieu familial). Ceci est redoublé par la disparité des moyens et des conditions d'études². La mauvaise orientation, la concentration des étudiants les plus faibles et les moyens et l'encadrement insuffisants rendent compte en grande partie du taux d'échec important dans les premiers cycles universitaires. Tout cela contribue à rendre de moins en moins crédible le principe affiché d'égalité des chances.

Le développement des études supérieures, pour une proportion croissante de jeunes, a d'autre part engendré une inflation des titres scolaires, et par là leur dévaluation. On observe un phénomène de décalage croissant entre la structure des diplômes et celle des emplois, car la répartition des places et l'organisation du travail n'ont pas suivi l'élévation du niveau moyen de formation. Cela se traduit par un déclassement social pour une partie importante des étudiants, contraints d'accepter des emplois moins qualifiés que leur niveau d'études ou sans rapport avec leurs études, avec des implications importantes en matière de salaire, de perspectives de carrière et de ressentiment. Tout cela s'inscrit en outre dans un contexte de dégradation de longue durée de la situation des générations les plus jeunes sur le marché du travail (déclassement intergénérationnel).

L'université s'est de son côté profondément transformée face à l'augmentation des flux d'étudiants s'engageant dans des études supérieures. Elle a en particulier déve-

2. En 2007, l'État dépensait 9 000 € par an pour un étudiant de licence à l'université, contre 14 000 € pour un élève de classe préparatoire et 10 000 € pour un lycéen.

La répartition des places et l'organisation du travail n'ont pas suivi l'élévation du niveau moyen de formation.

loppé une diversification et une professionnalisation accrues de l'offre de formation. Ces transformations se sont cependant opérées à travers une confusion importante entre cursus de formation et discipline académique et sans interrogation en profondeur sur la façon de préserver l'autonomie et les spécificités de l'institution universitaire par rapport aux écoles professionnelles. Ceci a généré au fil du temps d'importantes tensions au niveau des enseignants-chercheurs et une hétérogénéité croissante des attentes des publics étudiants.

Le sens des réformes actuelles

C'est sur cet arrière-plan que l'on doit situer les réformes qui viennent bouleverser actuellement l'organisation du système d'enseignement supérieur et de recherche et les mobilisations qu'elles suscitent. Même si ces réformes renvoient pour partie à des spécificités nationales, elles trouvent d'abord leur origine dans l'inscription de l'enseignement supérieur sur l'agenda des instances européennes et d'organismes internationaux tels que l'OCDE et l'OMC. Les orientations qui les inspirent sont souvent justifiées par la thématique de la modernisation indispensable des systèmes d'enseignement et de recherche pour se positionner dans « l'économie de la connaissance ».

Il est évident que le sens de ces réformes prête à de multiples interprétations. Ce que l'on peut souligner ici, ce sont les motifs qui ont conduit de nombreux acteurs du monde universitaire à s'y opposer. La lecture des acteurs protestataires est qu'elles reposent centralement sur l'utilité, la rentabilité, la compétitivité et la marchandisation caractérisant une vision néolibérale de l'économie et de la société. Elles viseraient à développer des « services éducatifs » marchands pour différentes clientèles, à mettre en concurrence les personnes, les filières et les établissements au nom de l'excellence et au détriment de l'égalité. Elles tendraient vers une imbrication toujours plus immédiate entre enseignement supérieur public et débouchés professionnels, recherche publique et applications utiles. Ces orientations ont pour conséquence la dévalorisation des études renvoyant d'abord à des enjeux de découverte de soi et de formation intellectuelle et culturelle ainsi que des disciplines académiques dispensant les formations les moins directement professionnalisantes et développant des activités de recherche peu tournées vers le monde économique.

L'université de Rennes 2 et la propension à la mobilisation

Cette analyse permet de rendre compte des mouvements de mobilisation qui ont touché l'université de Rennes 2 depuis 2002 (réforme LMD) et du soutien diffus dont ils ont bénéficié. Cette université regroupe une population étudiante hétérogène, entre ceux qui ont été refusés dans des formations professionnelles courtes (IUT, BTS), ceux qui s'orientent vers les filières qui leur apparaissent comme professionnalisantes et ceux qui se tournent vers les cursus académiques, que ce soit par choix ou par absence de projet professionnel précis. Cette hétérogénéité ne prédispose pas à la mobilisation. Mais l'on peut rendre compte de celle-ci sur la base d'une convergence d'expériences, de sentiments et de jugements chez une partie significative des étudiants. Cette convergence mêle des conditions de vie souvent précaires, une confrontation difficile au monde du travail, une grande incertitude à l'égard de l'avenir, une forte réceptivité aux discours de dénonciation des injustices et inégalités sociales et une condamnation plus ou moins radicale des orientations économiques et politiques dominantes, à l'échelle nationale comme internationale.

Par-delà le cas de Rennes 2, ce sont l'ensemble des universités tournées vers les lettres, les arts et les sciences humaines et sociales qui sont touchées par les mobilisations les plus intenses. Elles concentrent en effet les tensions, les contradictions et les injustices du système d'enseignement supérieur et du marché du travail. Elles attirent aussi une partie importante de la jeunesse qui inscrit ses choix d'étude dans une quête de sens, de regard critique sur le monde, de découverte de soi et d'épanouissement personnel tout autant que dans la visée d'obtenir un diplôme utile du point de vue de l'insertion professionnelle. À l'intérieur de cet ensemble, les universités situées dans des villes moyennes de province ont été davantage touchées, parce que leur recrutement est plus populaire (il y avait 37 % de boursiers à Rennes 2 en 2005-2006) que dans les grandes villes et parce que l'unité de l'espace urbain favorise la constitution de rapports d'interconnaissance denses et de réseaux militants actifs dans des domaines variés, qui viennent alimenter les mobilisations étudiantes.

Selon les protestataires, les réformes de l'université reposent sur l'utilité, la rentabilité, la compétitivité et la marchandisation.

Une part importante de la jeunesse inscrit ses choix dans une quête de sens et d'épanouissement personnel.





Une interpellation de l'ensemble de la société

Cette lecture des ressorts des mobilisations étudiantes qui ont marqué l'université de Rennes 2 au cours de la période récente et des idéaux et valeurs qui s'y expriment a pour effet d'interpeller l'ensemble des acteurs qui participent à la construction du système public d'enseignement supérieur et de recherche et à son inscription sociétale. Nous expliciterons cette interpellation autour de quatre enjeux.

Si l'on veut contrevvenir à la hiérarchisation croissante du système d'enseignement supérieur et aux injustices qu'elle engendre, il convient d'affirmer que l'éducation est un bien public essentiel, qui implique logiquement un principe de liberté et d'égalité d'accès. Cela passe par la non-sélection à l'entrée et le développement d'une offre publique d'enseignement supérieur sans filière dévalorisée. L'une des voies pour y parvenir serait de cesser de séparer un secteur sélectif et un secteur ouvert en créant un grand service public rapprochant sans pour autant les confondre les quatre voies que sont aujourd'hui les IUT, les BTS, les classes préparatoires et les premiers cycles universitaires, avec les mêmes moyens en termes d'encadrement pédagogique.

Parallèlement, il convient de réaffirmer la spécificité de l'institution universitaire dans l'ensemble du système d'enseignement supérieur. Celle-ci repose sur la culture du savoir pour lui-même et sur l'articulation entre production et transmission des connaissances. Il importe à ce propos de sortir des fausses oppositions. La question centrale n'est pas de savoir si l'université doit se soucier à son niveau de l'insertion professionnelle de ses publics étudiants, elle concerne le poids que l'on accorde aux différentes orientations d'action qui la traversent. Il est essentiel à cet égard que l'université ne cherche pas à concurrencer les écoles professionnelles sur leur terrain, mais tisse impérativement les finalités professionnelles qu'elle développe à des degrés variables selon les cursus et les niveaux d'étude avec les finalités intrinsèques qui fondent l'institution universitaire.

Le troisième enjeu consiste à améliorer les conditions d'entrée dans la vie adulte d'une grande partie de la jeunesse étudiante française. Cela passe notamment par des actions significatives pour réduire le chômage et la précarité chez les jeunes, par des aides publiques plus importantes aux étudiants et par la réduction du poids du diplôme pour l'ensemble de la carrière professionnelle, mi-

nimisant d'autant l'importance des classements scolaires et de la sélection dans le rapport aux études. La confrontation entre la France et un pays tel que le Danemark est à cet égard particulièrement édifiante (Van de Velde, 2008).

Enfin, le dernier enjeu et non le moindre concerne le modèle de développement et de civilisation que l'on veut favoriser. La « crise » que nous traversons montre à cet égard les impasses des orientations actuelles, que ce soit au plan économique ou écologique, et l'on ne saurait faire grief à la jeune génération de se mobiliser à ce propos. Si les discours et les pratiques dominants n'étaient pas aussi fortement orientés vers l'utilité, la rentabilité, la compétitivité dans la « guerre » économique et la croissance indéfinie, peut-être les étudiants s'inscriraient-ils dans un rapport moins négatif au monde, y compris au monde des entreprises. Les formations dispensées dans une université telle que Rennes 2 ont à cet égard un potentiel civilisateur évident, autour du développement durable, de l'économie sociale et solidaire, de l'art et de la culture. Rappelons simplement ici que plusieurs des grands festivals rennais sont nés d'initiatives d'étudiants de Rennes 2.

Ces différents enjeux collectifs ont une portée sociétale, qui déborde de loin le périmètre d'un établissement. À l'échelle locale et régionale, ils doivent interpeller l'ensemble de la collectivité. À cet égard, les différents acteurs composant le territoire rennais disposent de nombreux atouts pour leur apporter à leur niveau et en fonction de leurs compétences des réponses progressistes.

POUR ALLER PLUS LOIN

Duru-Bellat, Marie, *L'inflation scolaire : Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, 2006.

Geay, Bertrand (sous la direc-

tion de), *La protestation étudiante : Le mouvement du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

Renaut, Alain, *Quel avenir pour nos universités ? Essai de politique universitaire*, Paris, Timée-Éditions, 2008.

Van de Velde, Cécile, *Devenir adulte : Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2008.

Revue du M.A.U.S.S., « L'Université en crise : Mort ou résurrection ? », n° 33, premier semestre 2009.

L'université repose sur la culture du savoir et l'articulation entre production et transmission des connaissances.

L'on ne saurait faire grief à la jeune génération de se mobiliser sur le modèle de développement que l'on veut favoriser.

Rennes 2, Une autre parole « Il faut sortir d'une logique mortifère »

RÉSUMÉ > *Les crises successives qu'a traversées Rennes 2 ces cinq dernières années ont eu des conséquences désastreuses : budget pénalisé, déficit de formation, désarroi des personnels et des étudiants, baisse des effectifs, mise en cause de l'image de l'université. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : radicalisme de certains étudiants, passivité des opposants au blocage des cours, attentisme des enseignants et de leurs syndicats... Pour aider à sortir d'une logique « mortifère », s'est constitué le collectif « Rennes 2, Une autre parole ».*



TEXTE > LE COLLECTIF RENNES 2, UNE AUTRE PAROLE

Rennes 2 a subi ces cinq dernières années plusieurs crises sérieuses se traduisant à chaque fois par un blocage et la perte de plusieurs semaines de cours. Nouveauté de 2009 : les étudiants n'ont fait cette année qu'emboîter le pas des enseignants-chercheurs mobilisés contre la réforme de leur statut et des concours d'enseignement. Certes d'autres universités ont connu, au fil des années, de semblables perturbations (cf. Toulouse -Le Mirail), mais Rennes se singularise à la fois par la dureté des mouvements et par leur durée globale (les quatre dernières périodes de blocage y représentent au total la perte d'une vingtaine de semaines d'enseignement que les cours de rattrapage n'ont que partiellement compensés).

Un blocage aux conséquences désastreuses

Le blocage est un procédé archaïque et scandaleux qui transforme à chaque fois Rennes 2 en un espace de non-droit. Et cela par la vertu de décisions d'assemblées dites générales totalement dépourvues de légitimité, et qui ne rassemblent jamais qu'une toute petite partie des effectifs. Soit au maximum 1 500 à 2 000 participants l'an

Le collectif « Rennes 2 Une autre parole » réunit des membres des différentes catégories de personnel attachés au rôle de pôle universitaire moteur que pourrait jouer Rennes 2 dans le Grand Ouest.





Ces dernières années, l'image de Rennes 2 s'est considérablement dégradée.

dernier – dont un grand nombre d'éléments extérieurs – et ce pour une population de 16 000 inscrits.

Hormis le déficit de formation, le blocage n'est pas sans s'accompagner de très lourdes incidences, et sur différents plans : d'un point de vue matériel d'abord, le budget de l'université se trouve à chaque fois lourdement grevé par les dépenses résultant par exemple de la remise en état de locaux saccagés ou encore de la location des services d'une société spécialisée, rendue indispensable par la dégradation des conditions de sécurité, elle-même consécutive à l'irruption dans les locaux d'éléments étrangers.

Ensuite, sur le plan psychologique : désarroi de bon nombre de membres du personnel autant administratif qu'enseignant, insultés, bousculés, menacés, pour peu qu'ils manifestent leur opposition à certaines dérives du mouvement. Et surtout écœurement de la majorité des étudiants, privés de cours contre leur gré, inquiets de la dévalorisation probable de leurs diplômes, écœurement qui ne manque pas à son tour de se traduire par une évaporation des effectifs : de 22 000 inscrits il y a une dizaine d'années à 16 000 en 2008, chute que la démographie ne suffit à expliquer.

En outre, une partie de ces jeunes seront par la suite contraints de prolonger la location d'une chambre ou d'un appartement, ou même obligés de renoncer à un emploi saisonnier, pour cause de modification du calendrier des examens – difficulté délibérément ignorée des instigateurs du mouvement. La lutte ne justifie-t-elle pas tous les sacrifices ?

Quant à l'image de Rennes 2, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elle s'est, ces dernières années, considérablement dégradée. D'abord à l'échelon de Villejean, dont les habitants ont été choqués par telle opération dite d'auto-réduction – en fait un simple pillage – visant un supermarché, et qui est loin d'avoir favorisé l'intégration tant recherchée de l'université à son quartier. Que dire ensuite de l'accueil d'ores et déjà offert dans nombre d'entreprises aux étudiants de Rennes 2 en quête d'un stage ? Quant aux universités étrangères, notamment européennes, combien parmi elles ont retiré leur confiance à notre établissement, échaudées par la récurrence de blocages qui ont provoqué le retour en leur sein, parfois en cours même de semestre, d'étudiants découragés ! Rappelons à cet égard que, lors du dernier mouvement, la vice-présidente en charge des relations internationales a

fini par se démettre de son mandat, considérant qu'il ne lui était plus possible de continuer à assumer sa fonction en toute dignité.

Des causes partagées

À ces crises, il y a des explications de nature différente.

D'abord, il est sûr que de tels mouvements se nourrissent d'une réelle inquiétude, celle qu'éprouvent, partout en France, les étudiants de Lettres et Sciences humaines au regard de leurs chances d'insertion dans la société. En son temps, cette inquiétude a pu justifier la mobilisation contre le CPE, légitimement mal accepté par le milieu étudiant. Mais le retrait du projet de loi, considéré comme une « victoire politique », n'a pas manqué de fournir en retour un argument de poids aux instigateurs des mouvements revendicatifs ultérieurs, qui ne cessent depuis lors d'y faire référence pour justifier les blocages. Ce premier facteur ne saurait cependant tout expliquer.

Les états-majors de certains syndicats étudiants semblent en effet considérer que Rennes 2 « la rouge », notamment à l'opposé de Rennes 1 la modérée, se doit d'être le fer de lance des grandes mobilisations, quel qu'en soit l'objet, rôle pleinement accepté sur place, voire revendiqué par fidélité à une réputation de laboratoire des luttes. Paroxysme revendicatif : le mot d'ordre, apparu il y a deux ans en exclusivité partagée avec Toulouse-Le Mirail, de transformation de Rennes 2 en « Université populaire », qui aurait décerné des diplômes sans condition d'examen. Et c'est précisément le refus opposé à cette revendication par le président Gontard qui a provoqué l'odieuse agression dont il a été victime il y a peu.

Ensuite, la passivité des étudiants non bloqueurs, largement majoritaires, et la rapidité avec laquelle ils abandonnent le campus aux mains des éléments les plus déterminés, même si on peut en comprendre les raisons, contribuent à chaque fois à l'enlisement de la situation. Ce qui est en revanche moins compréhensible est le niveau décevant de participation aux différentes consultations électroniques organisées par la présidence lors des derniers mouvements à propos de la reprise des cours – résultat que ne se font pas faute d'exploiter les plus radicaux, faisant ainsi, et paradoxalement, valoir leur « non représentativité »...

On peut également déplorer l'attentisme d'une partie

La passivité des étudiants non bloqueurs contribue à l'enlisement de la situation.



des enseignants et enseignants-chercheurs, s'accommodant – bon gré, mal gré – de la situation créée par le blocage, même répétée. Quant à certaines de leurs propres organisations syndicales, force est de reconnaître que leur opposition déclarée audit blocage ne s'est pas toujours accompagnée d'une égale détermination à le combattre. Cela a pu mettre dans l'embarras la présidence de l'université, émanation d'une majorité syndicale dont le soutien est indispensable pour le bon fonctionnement des différents organes de l'institution. Ces mêmes organisations n'ont-elles pas d'ailleurs trouvé dans le dernier mouvement étudiant un heureux soutien à leurs propres revendications ?

Dans ce contexte de quasi-paralysie du fonctionnement normal de notre établissement, des membres des différentes catégories de personnel se sont mobilisés, au sein du collectif « Rennes 2, une autre parole », dans le

dessein d'aider Rennes 2 à sortir de la logique mortifère qui l'empêche d'exercer pleinement sa fonction de pôle universitaire moteur au sein de la région du Grand Ouest.

